République Argentine
Ministère de l'Agriculture
Direction d'Économie Rurale et de Statistique

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

VALEUR DE LA PRODUCTION NATIONALE

1913

Buenos Ayres, le 25 Août 1913.

A S. E. Monsieur le Ministre de l'Agriculture,

DOCTEUR ADOLFO MUJICA.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de présenter à V. E. un tableau de la valeur de la production nationale, correspondante à l'année 1912, qui, selon la classification detaillée dans le dit tableau, atteint la somme de deux mille six cent un millions quatre cent deux mille piastres monnaie nationale (2.601.432.000 $ m|n) (5.723.150.400 Frs.)

Céréales	$	or	321.759.000
Plantes oléagineuses	»	»	54.234.000
» fourragères	»	»	34.000.000
» industrielles	»	»	99.289.000
Sucre	»	»	19.500.000
Vin	»	»	40.834.000
Élevage (1)	»	»	391.128.000
Oiseaux de basse-cour et dérivés	»	»	111.400.000
Production forestière	»	»	45.000.000
Chasse et pêche	»	»	16.000.000
Mines	»	»	11.500.000
Grand total	$	or	1.144.644.000
	$ m|n	c|l.	2.601.432.000

(1) Cette valeur est celle des animaux de toutes espèces vendus pendant l'année; le chiffre à été établi en prenant pour base le prix de vente minimum à l' «estancia».

Ce tableau comprend seulement les produits de l'agriculture, de l'élevage, des forêts, des mines, de la chasse et de la pêche, tous sauf le sucre et le vin, à l'état de matière première; leur valeur est calculée en prenant pour base les prix de vente sur les marchés locaux.

Les chiffres consignés accusent une augmentation sur tous les anterieurs de cette décade, et même si ce terme de comparaison n'était pas là pour demontrer ce fait, les valeurs de l'exportation relevées exactement le confirmerait.

Exportation
$ or

Période 1903[7	Période 1908[12
$ 220.984.524	$ 366.005.431
» 264.157.525	» 597.350.528
» 322.843.841	» 372.626.055
» 292.253.829	» 324.697.538
» 296.204.369	» 480.391.256
$ 1 396.444 088	$ 1.941.070.808
=Frs. 6.982.220.440	=Frs. 9.705.354.040

L'augmentation en faveur de la période 1908[12 représente une valeur de 544.626.720 piastres or, soit un accroissement de 39 °[o; et le chiffre pour le premier *semestre* de l'année en cours (1913) accuse une augmentation de 20 °[o sur la valeur de *l'exportation* pendant la même période en 1912.

D'autre part, l'accroissement constant de l'importation dénonce l'ampleur des consommations reproductives et improductives. Le résultat de ce développement économique se traduit par l'accumulation dans la Caisse de Conversion de 275.000.000 de piastres or dont une bonne part correspond à l'épargne nationale.

Ces faits avérés, indiscutables, dénotent une situation économique prospère au sens le plus général du mot et s'il a été observé une dépression dans «l'essor» des activités du pays, il ne serait pas possible d'en trouver la cause première dans la stagnation de la production nationale ni dans les «surproductions» qui, parfois, altèrent l'économie des nations oú prédominent les industries manufacturières. Les chiffres cités démontrent l'inconsistance du premier argument; quant au second, il est évident que la nature même de nos produits nous préserve, pour le moment, des limitations de la demande sur le marché universel.

Il suffit d'énoncer ces propositions pour comprendre que, étant donné le caractère agraire de notre économie et ses bases essentiellement agricoles, il faille

chercher les causes de la situation actuelle dans les quatre grandes divisions de l'organisme économique: Production. Consommation, Circulation, Répartition,

Production et consommation

Le développement de notre production a été ce qu'il devait être: vertigineux. On doit admettre l'entrainante complicité des conditions naturelles qu' offre le pays et reconnaitre leurs avantages, malgré les excès qui en sont la conséquence normale, pour toutes les nations qui ont la bonne chance de posséder de grandes étendues de terres fertiles, relativement peu couteuses dont l'exploitation ne demande que peu de travail et un capital insignifiant, une topographie exceptionellement favorable à la construction des voies ferrées, et de courtes distances entre les centres de production et les ports d'embarquement. Ces excès furent dénoncés dans mon Rapport présenté au Ministère en 1907: «..... La plus grande part des éléments qui forment le «tout» économique du pays ont pris un essor étonnant vers *les affaires de l'agriculture*: le commerce l' industrie, la banque, le capital privé, les professions libérales; tous ont

quelque point de contact avec la spéculation agricole et parmi les capitaux qui alimentent ces affaires il y en a un certain nombre, tant nationaux qu'étrangers, qui ne sont pas réellement incorporés à l'industrie agricole».... La «plus value» de la terre a été cause et effet de cet essor de l'agriculture, et, par conséquent de l'extraordinaire accroissement de toutes les activités. Pendant la décade on a consacré à ce développement «agricole» une étendue de treize millions d'hectares, soit une augmentation de 145°|₀.

L'extension des voies ferrées accuse una prolongation de 85 °|₀ pendant la même période.

De nombreux centres de population ont surgi de toutes parts et, en même temps, le nombre des maisons de commerce et de plusieurs industries s'est accru dans des proportions étonnantes.

La construction a pris un essor extraordinaire; dans la seule Capitale Fédérale on a construit 116.000 maisons pendant ces dix dernières années et on peut affirmer que cet accroissement urbain est conséquence directe de l'*«entrainement»* rural.

De l'étude de ce phénomène se dégagent les principales conclusions suivantes:

1°. La terre étant exploitée dans le but principal de lui donner une plus grande valeur *commerciale*, et les bénéfices de cette opération étant destinés à se multiplier par le même moyen ou à des fins étrangères à l'agriculture, le capital nécessaire au maintien propre de cette industrie ne s'est pas incorporé à l'exploitation agricole.

2°. Malgré la nature de nos produits qui éloigne la possibilité d'une crise de *surproduction*, il faut reconnaitre qu'il s'est produit, sur notre Marché des valeurs, un déséquilibre entre l'offre et la demande de la valeur qui y joue le rôle principal: «la terre». Quand la «plus value» est arrivée à la limite possible, l'offre a excédé la demande; la hausse des prix s'est arrêtée et l'arrêt dans la hausse des prix est dans ce cas, comme dans tous les autres, ici et partout ailleurs, la cause d'un malaise général dans toutes les branches de l'économie d'un pays.

J'ai compilé quelques chiffres pour avoir un concept exact de l'importance qu'ont pris, sur notre Marché des valeurs,

les transactions d'immeubles et, bien que je ne possède pas de renseignements complets sur les ventes de propriétés «urbaines» dans tout le Territoire, ces chiffres permettent d'apprécier à 6.500.000.000 de piastres monnaie nationale (francs 14.300.000.000) la valeur totale des opérations d'achat et de vente d'immeubles réalisées, pendant la décade que nous examinons.

Propriétés rurales............	$	2.545.000.000
» urbaines...	»	980.000.000
Capitale Fédérale	»	3.000.000.000
	$	6.525.000.000

Le total des transactions en propriétés rurales comprend 103.000.000 d'hectares et, en exceptant les Territoires Nationaux, ces opérations représentent 79 millions d'hectares, ce qui équivaut à plus de 48 °/o de l'étendue totale des quatorze provinces et à environ 50 °/o de la valeur vénale attribuée à la terre de ces provinces par le Recensement de 1908.

Les chiffres donnés, bien que très concrets, sont assez éloquents pour faire apprécier l' «essor» que cet état de choses a dû donner aux consommations reproductives et improductives et les proportions dans lesquelles il a dû contribuer à la hausse générale des prix.

Les machines et le matériel agricole importés pendant cette période représentent une valeur de 320.000.000 de piastres monnaie nationale (704.000.000 de francs) et bien qu'il ne me soit pas donné de fixer un chiffre pour le montant des travaux exécutés, des matériaux de construction, des dépenses individuelles (et, surtout celles somptuaires faites avec tant de prodigalité) il est facile de déduire l'importance de la plus légère dépression dans tous ces ressorts du mouvement économique. Les chiffres suivants consignés dans l'annuaire de la Direction de Statistique Nationale justifient les observations précédentes.

Importation	$ or	Per capita $ or
1903	131.206.600	26,7
1912	384.853.469	59,6

Je considère ce seul aspect de la «consommation» parce qu'il est évident que l'influence de la plus ou moins grande demande de nos produits, correspondante à toute augmentation ou diminution des necessités qu'ils satisfont sur le marché universel, n'intervient pas dans le cas présent.

Circulation

Je ne considère pas la circulation matérielle des produits mais bien celle des valeurs qui les représentent dans le mouvement de l'échange: Monnaie, Lettres de Change, Billets à ordre, etc., etc. et il est certain que les chiffres relatifs à ces articles reflètent l'intensité de l'«essor» mentionné dans les pages antérieures:

(1) Circulation fiduciaire:

1903 $ m|n.	Per capita $ m|n.	1912 $ mln.	Per capita $ m|n.
292.605.235	59	786.369.171	120
Frs.	Frs.	Frs.	Frs.
643.731.517	129,80	1.730.012.176	264

Portefeuille des Banques:

(2) Escomptes et avances:

1906 $ m|n.	Per capita $ m|n.	1912 $ m|n.	Per capita $ m|n.
738.635.000	137	1.531.909.000	238
Frs.	Frs.	Frs.	Frs.
1.624.997.000	301,40	3.370.199.800	523,60

(1) Direction Générale de Statistique Nationale. Bulletin N° 156.

(2) Les escomptes en or réduites à monnaie nationale.

Il ne serait pas possible de classifier les diverses valeurs qui ont joué un rôle quelconque dans cet accroissement depuis l'époque que je prend comme point de départ de l' «essor», jusqu'au moment actuel mais, pour ce qui touche à notre économie rurale je dois délimiter les causes attribuables au processus économique de la production, de celles qui correspondent à d'autres opérations très distinctes.

L'inversion d'énormes capitaux dans es affaires d'immeubles a donné lieu à une série de phénomènes dont l'évidence est, aujourd'hui, à la portée de tout le monde:

1°. Développement extraordinaire de l'exploitation de la terre dans la forme déjà signalée.

2°. Les capitaux nécessaires pour consolider les progrès de la production rurale et constituer son organisme économique, ont été déviés vers la *spéculation agricole* et le commerce annexe.

3°. Disproportion entre la capacité économique de l'agriculteur (colon) et les nécessités de l'exploitation agricole.

4°. Augmentation des consommations et des prix; c'est à dire, accroissement des affaires, en quantité et en valeur.

5°. Augmentation des opérations de crédit réel et personnel pour répondre à ce mouvement et, comme conséquence, accroissement de la circulation fiduciaire.

6°.—Dans les escomptes et avances effectuées par les banques, les opérations de crédit à la «*spéculation*» ont primé, directement ou indirectement, sur celles de crédit à la «*circulation*».

Les premières ont eu pour résultat la transformation de la monnaie en immeubles tandis que les secondes sont destinées à transformer les marchandises en argent, facilitant ainsi sa circulation reproductive.

En présence de cet état de choses on conçoit qu'en outre de la situation agricole que nous devrons examiner en traitant de la «Répartition», il a suffit d'un arrêt dans les affaires d'immeubles pour entraver toutes les autres: les con-

sommations se réduisent, on travaille moins, les salaires diminuent, on construit moins d'édifices, en consomme moins, on vend moins et la grande solidarité qui existe entre toutes ces manifestations de l'économie nationale fait que toutes se ressentent du malaise dont souffre l'une des branches principales des affaires du pays. Rompu l'équilibre entre l'offre et la demande, il se manifeste, de fait, une demande plus grande de monnaie. En effet, à cause de cette situation, de nombreuses valeurs restent invendues et le fonctionnement normal de la «balance des crédits» est paralysé. Le commerce, les industries, les particuliers..... tous enfin doivent payer leurs dettes, et comme ils ne peuvent pas le faire avec les bien qu'ils possèdent *«parce qu'ils ne se vendent pas»* ils sollicitent l'unique marchandise qui a le privilège d'être toujours acceptée par tous: la monnaie; d'oú la demande extraordinaire de crédit aux banques. On a besoin de plus d'argent, d'une circulation plus abondante qu'en temps normal et pour l'obtenir on indique la *réescompte* qui, en somme, est l'escompte anticipée d'opérations qu'on espère réaliser plus tard,

quand le mouvement normal des affaires, commerce ou spéculation, sera rétabli. (1)

Et cette nécessité se fait sentir en raison directe de la proportion qu'ont pris les escomptes de crédit à la *production*; opération caractéristique de notre régime banquier lequel manque, malheureuse-

---

(1) Il a été proposé de créer une Caisse d'Escompte autorisée à émettre éventuellement, des billets pour une somme de...... Cette émision serait destinée à réescompter le portefeuille des banques particulières et augmenterait d'autant la circulation fiduciaire qui, à part les billets de cours forcé antérieurs à la loi ... . ne peut excéder, de par cette loi, le montant de l'encaisse métallique (or) de la Caja de Conversión. C'est, de fait le régime du «Currency Principle». Voici les conditions légales de la circulation monétaire au 30 Juin:

	$ or	Francs
Encaisse metallique (or) de la Caja de Conversión	272.534.335	1.362.671.675
Fond de Conversion (Banco de Nación	30.000.000	150.000.000
	302.534.335	1.512.671.675

	$ m/n	Francs
Billets de la Caja de Conversión.	605.732.914	1.332.612.411
» d'émissions antérieures..	279.462.678	614.817.891
	885.195.592	1.947.430.302

ment, de banques agricoles pour délimiter le crédit à la *«production»* qui immobilise, du crédit commercial qui est la *circulation* rapide des capitaux.

Repartition

Sans «produit brut» il ne peut y avoir de «produit net»; le manque de produit net équivaudrait à la ruine du producteur, et à la ruine nationale car tous les agents qui concourrent à la production sont producteurs d'une ou plusieurs parties du «tout» qui comprend la valeur brut de la richesse produite.

D'ores et déjà l'accroissement constant de notre production rurale est preuve évidente qu'elle rend des profits mais, si dans la Répartition il y a un déséquilibre lèsant un ou plusieurs des facteurs principaux au bénéfice d'autres qui accaparrent la plus grande partie des profits, ce déséquilibre occasionne un arrêt précurseur d'une série de troubles dans l'économie nationale. Il n'entre pas dans le cadre de ce rapport d'analyser les fonctions économique de chacun de ces facteurs; il suffit de signaler leurs situations respectives dans la répartition du montant total de la valeur de la production.

A) La terre—Fréquemment la location ne donne pas au propriétaire une rente proportionelle à la valeur actuelle de la terre mais, il est notoire que la «plus value» compense, et au-delà ce désavantage apparent. On a morcelé les terres pour donner plus de valeur à la propriété en la consacrant à l'agriculture et cette opération, secondée par les *progrès généraux* du pays, a rapporté de gros bénéfices aux propriétaires terriens.

B) Les entrepreneurs de colonisation se sont multipliés d'une manière telle qu'on est obligé de croire aux avantages qu'a pu offrir ce genre d'affaire quelles que soient, d'ailleurs, les sources de bénéfices de cette entreprise.

C) Les intermédiaires de location sont arrivés à constituer une branche de commerce à laquelle se sont consacrées des personnes complétement étrangères à l'exploitation agricole. Si l'opération qui consiste à louer à trois piastres l'hectare pour sous-louer à cinq ou davantage, n'avait pas donné de grands profits, elle ne se serait pas généralisée à un tel point.

D) Travail.—Les salaires agricoles ne se limitent pas à une ration de subsistance; c'est un fait bien connu que les

travaux des champs donnent aux travailleurs du pays et à ceux qui viennent de l'étranger dans ce but, un résultat pécunier assez satisfaisant. Donc, le «facteur travail» gagne, lui aussi.

E) Les entrepreneurs de battage fixent un prix de manière à couvrir leurs frais et à obtenir un bénéfice très légitime, et c'est une industrie qui prospère.

F) Les fabricants de sacs négocient chaque année pour une valeur de 40 à 50 millions de piastres et gagnent; il n'y a pas de doute.

G) Nous avons vu dans les pages antérieures ce que représentent les machines agricoles et la prospérité de cette branche du commerce est aussi notoire.

H) Capital —Les 1.200.000.000 de piastres or employés à la construction de voies ferrées trouvent la plus grande partie de leurs bénéfices dans le transport de la production, et il me semble que les dividendes annuels répartis, les fonds de réserve, etc., etc., représentent pour ces entreprises un produit net très intéressant.

On peut en dire autant des capitaux engagès, directement ou indirectement dans les entreprises qui ont rapport à cette exploitation de la terre.

I) Le commerce des céréales qui accapare les produits de la ferme, combinant souvent cette opération avec la colonisation et le commerce rural, fixe ses prix au colon et, généralement, gagne dans une, dans plusieurs ou dans toutes ces opérations.

J) Dans le commerce d'exportation. aucun désastre ne s'est fait remarquer jusqu'à présent malgré l'importance des opérations qu'il réalise depuis plus de vingt ans; au contraire, tout porte à croire que les bénéfices doivent être considérables.

K) Le commerce rural entrainé par l'essor de la *spéculation agricole*, n'a pas pu se soustraire à ses contingences. Le commercant rural participe de toutes les éventualités des opérations agricoles car il est, simultanément, colonisateur, accapareur, commanditaire du colon et tellement lié à ce dernier que, là où le colon n'a pas prospéré, le commercant doit être presque toujours dans une situation assez difficile.

L'Agriculteur.—Le «*Conflit agraire*» a fait connaitre la situation précaire du colon, mais il y a lieu de distinguer Par des faits vérifiés et sans aucun préjugé optimiste, on peut affirmer qu'il

y a de nombreux agriculteurs à qui les récoltes ont donné un «produit net» suffisant pour leur permettre d'acquérir les terres qu'ils cultivaient. Pendant la dernière décade, le nombre des propriétaires de 25 à 300 hectares a augmenté de 66 °/o dans la Province de Buenos Aires; 88 °/o dans celle de Santa Fé, 65 °/o dans Cordoba, et dans la Pampa Centrale où ont été subis les plus grands echecs agricoles, l'augmentation mentionnée a été de 917 °/o.

Jusqu'ici il est démontré, avec toute cteritude, qu'il y a eu grand *produit brut* et bon *produit net.* Mais la part qui revient au «colon» n'est malheureusement pas ce qu'elle devrait être pour maintenir l'équilibre économique dans la répartition des valeurs produites. La condition du «colon» est très inférieure à celle des autres facteurs de la production parcequ'il manque de capacités pécunière, technique et sociale, et qu'on n'a rien fait pour lui procurer les moyens de les atteindre. C'est là le déséquilibre dont j'ai signalé les conséquences à la page 13 et desquelles nous sentons les premières manifestations bien que, pour le moment, on ne puisse lui attribuer le rôle principale dans le malaise observé

J'ai tracé, très sciemment, toutes les phases d'une évolution économique dans ses périodes d'essor, de prospérité maximum, d'arrêt, de dépression, et, enfin, de crise générale en ayant présent les travaux de quelques économistes qui se sont dédiés spécialement à l'étude de ces questions. (1) J'ai comparé les faits, les causes et les conséquences vérifiés dans d'autres nations par ces auteurs avec les faits confirmés par les chiffres exact de la valeur et de l'avantageuse distribution de notre production, indiqués dans ce rapport, en tenant compte de la vitalité et du développement exubérant de notre jeune organisme économique. Et, si cette comparaison révèle des prodromes suggestifs, je crois qu'elle ne dénonce aucun des symptomes caractéristiques de la crise économique.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma considération très distinguée.

E. LAHITTE
Directeur

(1) M. Jones. Juglar. J. Lescure, Journal les Economistes. etc. etc.


3 0112 061787310